



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION NATIONALE DE LA BCEAO POUR LE SENEGAL

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS AU SENEGAL

RAPPORT FINAL



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le Sénégal
Agence Principale de Dakar
Service des Études et des Statistiques

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES MIGRANTS

NOTE D'ANALYSE DES RESULTATS

Septembre 2011

SOMMAIRE

Liste des sigles et abréviations	3
Listes des encadrés, graphiques et tableaux	4
PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS	5
INTRODUCTION	6
I. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE ET LIMITES	7
1 - La phase préparatoire	7
2- La phase de collecte de données	7
3 – La phase de traitement	8
4 – Difficultés rencontrées et limites	8
II. PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	10
1 – Évaluation des flux de transferts reçus	10
2 – Quelques caractéristiques des bénéficiaires de transferts de fonds	11
3 – Principaux pays de provenance et canaux de transferts de fonds	12
4 – Les motifs économiques de transferts de fonds	15
5 - Évaluation des flux de transferts émis	17
CONCLUSION	19
ANNEXES	20

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

BAD : Banque Africaine de Développement

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

CRDM : Centre de Recherche du Développement sur les Migrations

DR : District de Recensement

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

RGPH : recensement Général de la Population et de l'Habitat

SFD : Structures de Financement Décentralisées

STA : Société de Transfert d'Argent

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Encadré 1 : Les contrôles effectués après la saisie	9
Encadré 2 : Schéma du mode de transferts de fonds en vigueur au Sénégal	14
Graphique 1 : Répartition des transferts reçus par région	10
Graphique 2 : Répartition des transferts reçus selon le statut	11
Graphique 3 : Répartition des transferts reçus selon le genre et le statut	11
Graphique 4 : Répartition des transferts reçus par pays de provenance	13
Graphique 5 : Répartition des flux migratoires par pays de destination	13
Graphique 6 : Principaux canaux de transferts	14
Graphique 7 : Répartition des envois des migrants à partir de circuits informels	15
Graphique 8 : Répartition des transferts occasionnels selon le motif social	16
Graphique 9 : Affectation par région des transferts entre dépenses courantes et d'investissement	16
Tableau 1 : Transferts reçus selon la provenance géographique et le mode	12
Tableau 2 : Structure des transferts reçus selon le motif économique	15
Tableau 3 : Transferts émis par destination et par mode	17
Tableau 4 : Transferts émis selon la fréquence et le mode	18
Tableau 5 : Répartition des transferts selon le motif économique	18

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

- Les envois de fonds des migrants enregistrés dans les régions de Dakar, Diourbel et Louga sont estimés à 395,2 milliards, dont 352,2 transitant par le secteur formel. Ces trois régions représentent 56% des transferts formels en provenance de l'étranger.
- Selon la catégorie socioprofessionnelle, les envois de fonds des migrants ont été destinés essentiellement aux «indépendants» et aux «inactifs», avec respectivement 32,8% et 30,9% des montants perçus. Les salariés ont reçu 10,9% des transferts ; les artisans et les élèves en ont bénéficié dans des proportions respectives de 4,4% et de 6,1%.
- Les transferts sont destinés en majorité à des ménages dirigés par des femmes inactives, observation qui illustre le caractère social des envois de fonds, confirmée par la périodicité rapprochée des envois réguliers (95,1% des transferts réguliers sont effectués sur une base mensuelle). Les envois occasionnels, qui sont souvent assujettis à des événements particuliers, sont estimés à 16% des fonds reçus.
- Les transferts des migrants en provenance d'Europe sont prépondérants. La part de ces transferts transitant par des circuits informels remonte à 10,7%. L'usage des canaux informels est plus faible dans le cas des transferts en provenance des Etats-Unis (6,4%) et légèrement plus élevé des migrants qui vivent en Afrique (11,2%). Globalement, les transferts informels reçus représentent 10,4% des envois des migrants.
- Parmi les circuits informels utilisés, le recours au voyageur est le plus fréquent. Ce mode de transmission représente plus de deux tiers (2/3) des opérations empruntant des canaux informels.
- Les raisons économiques des transferts portent essentiellement sur le soutien à la consommation courante (plus de 67%). La satisfaction des besoins courants (consommation, éducation, santé, ...) absorbe 85,4% des envois de fonds des migrants alors que moins de 10% de ces ressources sont consacrées à l'investissement et à l'épargne.
- Les transferts émis sont évalués à 50,9 milliards pour les trois régions. Ceux en provenance de Dakar représentent 99,6% de ces flux. Une proportion importante de ces envois (45,6%) est destinée à des résidents de l'économie sénégalaise (étudiants et touristes pour raison médicale) et ne devrait pas être considérée comme des transferts courants. Le secteur informel est usité à hauteur de 16,7% des sommes transférées.

INTRODUCTION

Pays caractérisé par un flux migratoire relativement important, le Sénégal enregistre des taux de progression annuelle des transferts d'argent par voie formelle très élevés. Évalués en pourcentage du PIB, les transferts sont passés de 8,2% en 2005 à 10,7% en 2008, avant d'enregistrer une baisse et se fixer à 9,9% en 2010. Ces données collectées dans le cadre de l'élaboration des statistiques de balance des paiements portent principalement sur les flux transitant par le secteur formel.

Certaines études suggèrent qu'une part relativement importante des transferts des migrants emprunte des circuits informels à partir de dispositifs variés offrant des services de transfert. A ce titre, les facteurs coûts et risques associés à l'opération sont les raisons les plus couramment citées parmi celles qui fondent les choix opérés par les migrants entre les circuits formel et informel.

Selon un rapport de la BAD¹ réalisé en 2008, les transferts empruntant le secteur informel au Sénégal représentent environ 46% des envois de fonds des migrants, en régression par rapport à 5 ans auparavant où le taux ressortait à 60%. D'après une étude plus récente de la Banque Mondiale² publiée en 2011, environ 12,5% des envois de fonds au Sénégal des migrants résidant hors d'Afrique sont effectués de manière informelle. Les proportions de fonds transitant par le canal informel sont plus importantes pour les transferts en provenance de pays africains (46,4 %) et domestiques (52,5%).

Dans le même sillage, la BCEAO a décidé de réaliser une enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants. L'objectif de l'enquête, dont la phase pilote a été lancée au Sénégal au cours des premiers mois de l'année 2011, est d'améliorer la production des statistiques de balance des paiements, à travers l'estimation des montants reçus des migrants transitant par le circuit informel ainsi que l'affectation de ces ressources selon les principales rubriques de dépenses.

L'enquête pilote a été menée sous forme de questionnaires (cf. copie jointe en annexe), administrés par des enquêteurs recrutés avec le concours de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). La phase de collecte s'est déroulée sur la période allant du 15 janvier au 16 février 2011 au niveau de trois régions du Sénégal, en l'occurrence Dakar, Diourbel et Louga.

Le choix de ces régions s'explique par les proportions de transferts reçus, par le circuit formel, dans ces localités qui représentent un peu plus de 60 % du montant global déclaré au cours de l'année 2009. L'accent a été mis en priorité sur les ménages avec migrants dénombrés lors du recensement général de la population de 2002.

Le présent rapport est composé de deux parties. La première retrace la méthodologie d'enquête ainsi que les difficultés et limites recensées, notamment au plan statistique. La deuxième présente les données relatives à la réception de fonds en provenance de migrants, recueillies auprès de 501 ménages enquêtés, selon le genre et la profession, la fréquence de réception et leur utilisation selon le motif économique. Aussi, les circuits de transmission utilisés pour l'envoi et la réception des flux financiers par les ménages enquêtés seront précisés.

1 « Les transferts de fonds des migrants, un enjeu de développement ». Banque Africaine de Développement

2 « Migration and Remittances Factbook 2011 »

I. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE ET LIMITES

Cette section présente la méthodologie de collecte de données mise en place selon trois phases, à savoir : la phase préparatoire, la phase de collecte et la phase de traitement des données.

1 - La phase préparatoire

Elle a débuté après la finalisation des termes de référence et du questionnaire de l'enquête, à la suite de séances de travail tenues entre la BCEAO et l'ANSD.

A l'image des enquêtes ciblant les ménages, il a été procédé à une enquête par sondage aléatoire à couverture limitée, sur l'étendue de trois régions. A cet égard, une méthode d'échantillonnage par grappes à deux degrés, avec stratification au premier degré, a été utilisée. Les unités statistiques du premier degré ou unités primaires sont représentées par les districts de recensement (DR) définis lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2002. L'échantillon a été davantage orienté vers les DR dans lesquels il avait été noté une forte migration en 2002 (année de base de sondage du RGPH) et qui comprennent des ménages ayant bénéficié d'envois de fonds de migrants.

Les unités statistiques du second degré (unités secondaires) ont été constituées de dix (10) ménages des DR tirés au premier degré. Ainsi, les DR figurant dans l'échantillon tiré au premier degré ont servi de base de sondage du tirage au second degré.

Au total, un nombre de 50 DR a été tiré et réparti entre les régions de Dakar (32), Diourbel (10) et Louga (08). Sur une base individuelle, l'enquête a porté sur un échantillon de 501 ménages, dont 321 à Dakar, 100 à Diourbel et 80 à Louga. Chaque région administrative a été considérée comme une strate afin de mieux gérer la représentativité régionale.

Le recrutement de dix sept (17) enquêteurs et de quatre (04) superviseurs, effectué à partir de la banque de données de l'ANSD, a été suivi d'une formation sur le questionnaire et les modalités de la collecte dispensée, le jeudi 06 janvier 2011, dans les locaux de l'Agence Principale de Dakar, par les encadreurs (BCEAO et ANSD). Les discussions tenues lors de cette session ont permis d'échanger sur le questionnaire et de l'amender sur certains points avant de le tester à travers la phase pilote de l'enquête menée le samedi 08 janvier 2011 dans un DR de la région de Dakar. Conformément aux dispositions retenues, l'équipe pilote s'est rendue sur le terrain, sous la supervision de l'encadrement technique (ANSD).

L'objectif du pré-test était de révéler les éventuelles difficultés qui pourraient être rencontrées dans le cadre de l'administration du questionnaire (par exemple : refus de réponse en rapport avec la sensibilité des questions, blocages socio-culturels, etc.).

2- La phase de collecte de données

La collecte de données a été précédée du dénombrement des ménages composant chaque DR tiré. Cette étape visait à mettre à jour des statistiques du recensement de 2002, tout en permettant d'assurer la qualité de la cartographie. Une fois les ménages identifiés et numérotés dans chaque DR, il a été procédé au tirage des ménages à enquêter suivant une procédures de sélection à l'aide d'une table de tirage.

Enfin, il a été procédé au dénombrement de tous les ménages des DR sur la base d'une fiche de dénombrement (cf. copie jointe en annexe). En outre, en vue de faciliter les travaux de collecte et donner un caractère officiel à l'enquête, des lettres d'introduction adressées aux

Autorités administratives ont été apprêtées et mises à la disposition des superviseurs et des enquêteurs.

3 – La phase de traitement

La saisie des données a été réalisée à partir d'un programme développé avec le logiciel CSPRO élaboré par le Census Bureau des Etats Unis. CSPRO est une évolution et fusion des logiciels ISSA et IMPS utilisés dans le traitement des enquêtes et des recensements. Il permet d'organiser une saisie contrôlée et facilite le transfert des données vers SPSS, SAS, STATA, etc.

La première phase de la mise en place de l'application de saisie porte sur la description de l'ensemble des variables du questionnaire, à partir du module DICTIONNAIRE DES DONNEES, suivie de la création d'écrans de saisie et de l'intégration de procédures de contrôles de qualité des données. Les maquettes de saisie épousent la configuration des questionnaires et les écrans ainsi obtenus sont identiques au dessin du questionnaire.

La deuxième phase a concerné la saisie, c'est à dire l'introduction des données par l'agent de saisie à partir du module CENTRY.

La troisième phase a eu trait aux contrôles, corrections, imputations et extractions. Elle a été réalisée grâce au module CSBATCH qui permet de faire des corrections très élaborées et des imputations, en cas de nécessité sur les données manquantes.

Deux agents de saisie ont été recrutés pour l'entrée et la correction des données. L'option de la double saisie est généralement faite pour minimiser les erreurs de saisie. Ce travail qui consiste à comparer deux fichiers d'un même DR contribue à améliorer la qualité des données.

4 – Difficultés rencontrées et limites

La difficulté majeure a porté sur l'insuffisance de crédits budgétaires pour le financement des travaux d'enquête. L'enveloppe allouée a en effet contraint à un certain nombre de choix qui ont une incidence sur les résultats.

La contrainte financière a ainsi obligé à revoir à la baisse le nombre de districts de recensement à tirer pour mener l'enquête sur une durée d'un mois. Le recrutement, en nombre suffisant, d'enquêteurs de terrain était rendue impossible pour le nombre prévisionnel de 64 DR fixé et un échantillon de 1500 personnes à enquêter défini au départ.

Par ailleurs, il a été nécessaire de limiter l'administration du questionnaire au chef de ménage, en excluant les autres membres de la famille alors que ces derniers pourraient également recevoir des fonds de la part d'amis ou de proches, compte tenu des coûts supplémentaires qu'une telle option aurait induits. Cette restriction néglige par conséquent les transferts individuels qui pourraient pourtant être relativement importants, notamment compte tenu de minoration volontaire des déclarations par les chefs de famille des montants effectivement reçus.

Sur un autre plan, la question du nombre de régions à enquêter est importante pour assurer une bonne représentativité des transferts de fonds au Sénégal. Sur ce point, la région de Thiès, initialement retenue, a été en définitive écartée en raison de l'enveloppe budgétaire réduite. En outre, certaines zones du Sénégal, telles que Matam ou la région orientale qui enregistrent depuis de longues années une forte tradition migratoire, n'ont pas pu être

intégrées dans l'enquête.

Il convient néanmoins de préciser que la représentativité statistique des résultats de l'enquête est vérifiée par l'échantillon retenu, composé de 501 ménages, la population minimale à respecter étant de 400 individus. Toutefois, les résultats affichés par région ne remplissent pas cette condition et sont plutôt empiriques.

Encadré 1 : Les contrôles effectués après la saisie

Les contrôles de saisie sont de cinq types :

- Les contrôles de Structure : renseignent sur la présence effective des enregistrements qui doivent être dans le fichier de données appelé aussi fichier batch. Ils permettent également d'éviter des enregistrements qui se répètent alors que ceux-ci ne doivent être présents qu'une seule fois dans un questionnaire.
- Les contrôles de Validité : vérifient si la valeur saisie appartient à l'ensemble des valeurs prévues pour une question.
- Les contrôles de Saut : s'intéressent aux respects des renvois contenus dans le questionnaire. La réponse donnée à une question entraîne le saut d'un (ou de plusieurs) champ(s).
- les contrôles de Cohérence : comparent deux ou plusieurs réponses dans un questionnaire. Les réponses à comparer peuvent être ou non dans la même section ou dans le même enregistrement.
- Les contrôles de Totaux : procèdent au recalcul des données quantitatives d'une page déterminée et le compare au total saisi qui est normalement calculé par l'enquêteur.

Il convient de préciser que certains contrôles de cohérence sont différés après la saisie et réalisés à l'aide du logiciel SPSS. Celui-ci permet également la réalisation de plusieurs types de contrôles difficilement réalisables par CSPRO.

L'écriture des programmes de création de variables et de tabulation constitue la dernière étape de l'exploitation des données afin de vérifier la pertinence et la cohérence des résultats, les fréquences, les moyennes, etc. Il est nécessaire de confronter les résultats obtenus (tableaux et autres indicateurs) avec les séries de données existantes pour mieux apprécier les évolutions constatées.

II. PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Des études récentes (Banque Mondiale, BAD, OCDE, ...) évaluent les envois de fonds vers les pays en développement à des niveaux particulièrement élevés. Ces transferts pourraient dépasser 370 milliards de dollars à l'horizon de 2013. Parmi les objectifs de la plupart de ces enquêtes figure la question de savoir si ces envois entraînent une augmentation des investissements dans la santé, l'éducation et les petites entreprises. En d'autres termes, l'identification des motifs d'envoi de fonds des migrants ainsi que l'impact potentiel de ces flux financiers sur le niveau de vie des ménages récipiendaires présentent un intérêt croissant pour les institutions internationales et les décideurs politiques.

Il ressort de l'enquête menée conjointement par la BCEAO et l'ANSD les principaux points suivants :

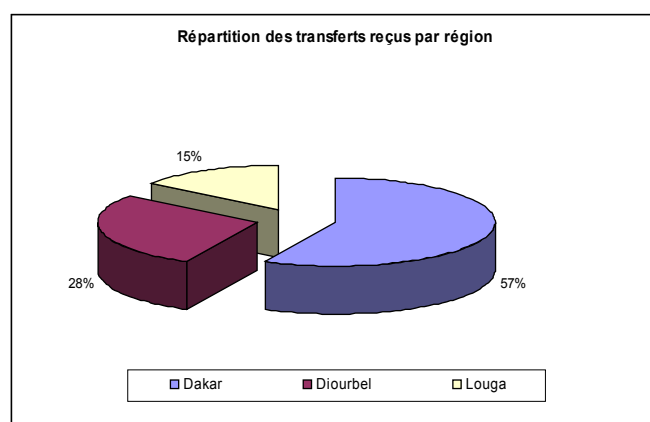
- l'utilisation de circuits informels tourne autour de 10% des transferts des migrants ;
- les transferts vont majoritairement vers des ménages dirigés par des femmes. En outre, la structure des envois des émigrés montre une faible prise en compte de la dimension économique dans les motifs de transferts, à travers l'investissement productif, la santé ou l'  ducation. En revanche, la dimension sociale du phénomène est manifeste, au regard de l'importance des envois au titre de la consommation courante et des   v  nements religieux.
- la relation entre flux migratoires et transferts n'est pas linéaire. Les pays qui abritent le plus grand nombre de migrants sénégalais ne constituent pas les principales sources des transferts.

Dans cette partie, le document présente différents éléments mettant en évidence la dimension des transferts de fonds dans les trois régions de cibl  es³. Après une évaluation des flux de transferts, cette partie s'intéresse aux principales caractéristiques des bénéficiaires des transferts et expose les principaux pays source des envois de fonds ainsi les canaux par grandes zones géographiques.

1 –   valuation des flux de transferts reçus

Sur la base des résultats de l'enquête, les régions de Dakar, Diourbel et Louga reçoivent 354,2 milliards de francs CFA d'envois de fonds des migrants à travers les circuits formels. Considérant que les transferts recensés en 2010, sur la base des données du secteur bancaire, sont évalués à 632 milliards, il en résulte que ces trois régions absorbent 56% des fonds envoyés par la diaspora. Les envois ont été destinés en majorité à la région de Dakar, avec 57% des dispositions. Les régions de Diourbel et de Louga ont reçu respectivement 28% et 15% des envois des migrants.

Graphique 1



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

³ Les régions de Dakar, Diourbel et Louga reçoivent environ 60% des envois de fonds des migrants qui transitent par le secteur bancaire et connexe

Ces opérations sont, pour l'essentiel, effectuées sur une base régulière (84%), les envois occasionnels représentant 16% des fonds.

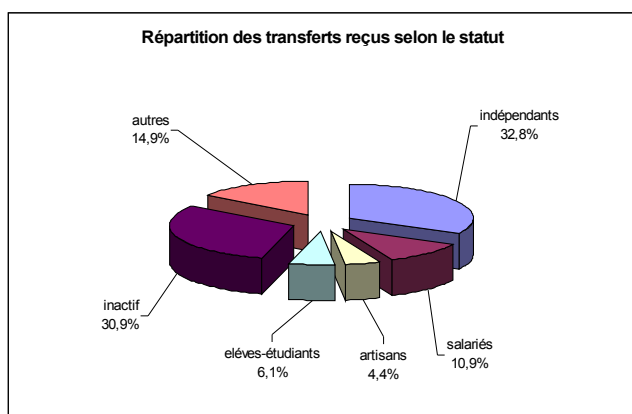
La structure des transferts résulte du poids démographique de la région de Dakar par rapport aux autres régions. En revanche, sur une base moyenne (par ménage), les envois de fonds des migrants sont plus importants dans les régions de Diourbel et de Louga avec respectivement 38,3% et 31,3% des envois. La région de Dakar a reçu en moyenne 30,3 % des transferts.

La plus forte intensité des transferts des migrants dans les régions de l'intérieur traduit une assez forte dépendance de ces localités vis-à-vis de ressources en provenance de la diaspora. En effet, ces régions sont caractérisées par un faible niveau d'activités génératrices de revenus. Les sécheresses des années 80-90 ont entamé le développement de l'agriculture dans la région de Diourbel, qui fut un bastion de la culture de l'arachide au Sénégal. De même, les évolutions climatiques ont eu des impacts négatifs sur les activités sylvo-pastorales de la région de Louga et entraîné une migration importante des populations.

2 – Quelques caractéristiques des bénéficiaires de transferts de fonds

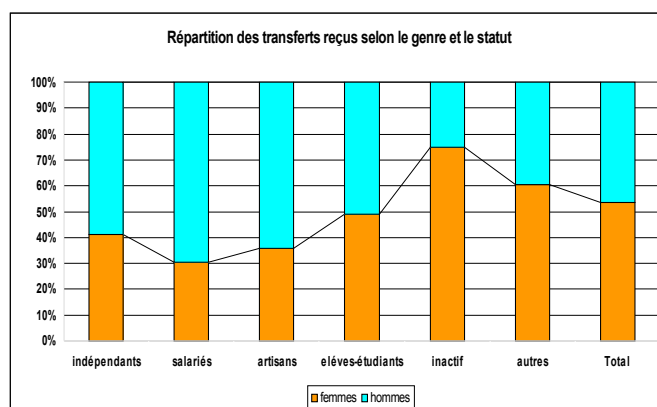
Une part consistante des envois de fonds des migrants est destinée à des personnes n'exerçant pas une activité économique régulière. En effet, 30,9% des fonds sont reçus par des inactifs alors que les élèves et les étudiants perçoivent 6,1% des montants transférés (cf. graphique de gauche ci-dessous). Toutefois, une proportion relativement importante des transferts est reçue par des résidents qui disposent déjà de revenus salariés ou ayant une activité génératrice de revenus. Ainsi, 32,8% des envois de fonds sont alloués à des travailleurs indépendants, 10,9% à des salariés et 4,4% à des artisans.

Graphique 2



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

Graphique 3



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

Par ailleurs, 53,5% des transferts bénéficient à des ménages dirigés par des femmes (cf. graphique de droite ci-dessus). Il convient à cet égard de relever que 43,2% des montants transférés aux femmes sont destinés à des inactifs, alors que chez les hommes cette catégorie sociale ne reçoit que 16,6% des transferts. Parmi la population masculine, la part la plus importante des transferts (64,0%) est absorbée par des bénéficiaires actifs (indépendants, salariés et artisans). Chez les femmes, les travailleurs ne reçoivent que 34,3% des transferts.

Le statut des grands bénéficiaires de ces transferts (indépendants chez les hommes et inactifs dans la population féminine) traduit le caractère éminemment social de ces envois de fonds.

En effet, ces bénéficiaires sont caractérisés par une précarité de leurs ressources financières et sont souvent dépendants de la solidarité des autres membres de la famille.

Le caractère social des envois de fonds peut également être perçu à partir de la fréquence de réception des fonds. En effet, 84,0% des transferts reçus ont un caractère régulier. Dans ce contexte, 95,1% des envois réguliers, soit 80,0% des transferts totaux reçus, sont effectués selon une périodicité mensuelle. Ainsi, 96,8% des flux financiers reçus par les ménages dirigés par une femme sont disponibles selon une fréquence mensuelle, contre 93,1% pour les hommes.

3 – Principaux pays de provenance et canaux de transferts de fonds

L'évaluation des flux migratoires et des transferts de ressources qui en résultent demeure un exercice difficile du fait principalement de la nature illégale d'une partie de la migration. A cet égard, les estimations sur l'émigration en provenance du Sénégal varient sensiblement en fonction des sources. Selon le Centre de Recherche du Développement sur les Migrations (CRDM), il y aurait près de 500.000 migrants sénégalais. Les chiffres réels pourraient être nettement plus élevés compte tenu des départs massifs non contrôlés de jeunes sénégalais relevés depuis le début des années 2000.

Au même titre que l'estimation des flux migratoires, des difficultés sont rencontrées dans l'appréciation des flux de transferts de fonds des migrants. En effet, certaines études révèlent qu'une part non négligeable des envois de fonds des migrants emprunte des circuits informels non recensés dans les statistiques officielles. Le tableau ci-dessous retrace, sur la base des résultats de l'enquête réalisée dans les régions de Dakar, Diourbel et Louga, la répartition des transferts selon la provenance géographique et selon le canal :

Tableau 1 : Transferts reçus selon la provenance géographique et le mode

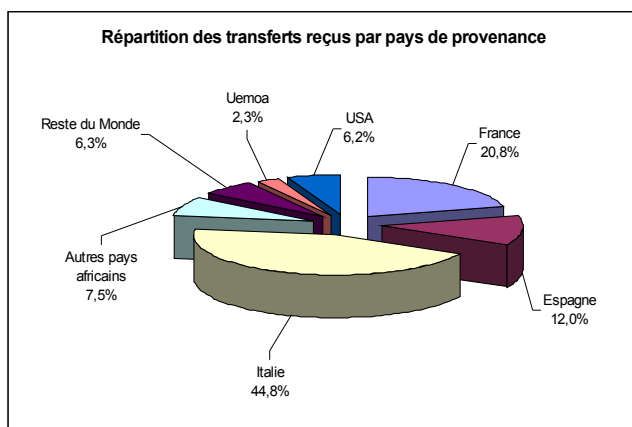
	Mode de transfert (données enquête)		Total	Données bancaires
	formel	informel		
Continent européen	73,4%	8,8%	82,1%	
Italie	39,6%	5,2%	44,8%	20,6%
France	19,5%	1,2%	20,8%	18,5%
Espagne	10,1%	1,9%	12,0%	13,5%
Autres pays européens	4,1%	0,4%	4,5%	
Continent américain	6,2%	0,5%	6,7%	
dont USA	5,8%	0,4%	6,2%	7,7%
Continent africain	8,7%	1,1%	9,8%	
Afrique de l'Ouest	2,2%	0,3%	2,5%	
dont pays de l'UEMOA	2,1%	0,2%	2,3%	5,1%
Autres pays africains	6,5%	0,8%	7,3%	
Maghreb & Moyen-Orient	0,3%	0,0%	0,3%	
Asie & Australie	0,6%	0,0%	0,6%	
Autres Pays	0,4%	0,0%	0,4%	34,6%
Total	89,6%	10,4%	100,0%	100,0%

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD ; données d'enquête BCEAO auprès du secteur bancaire

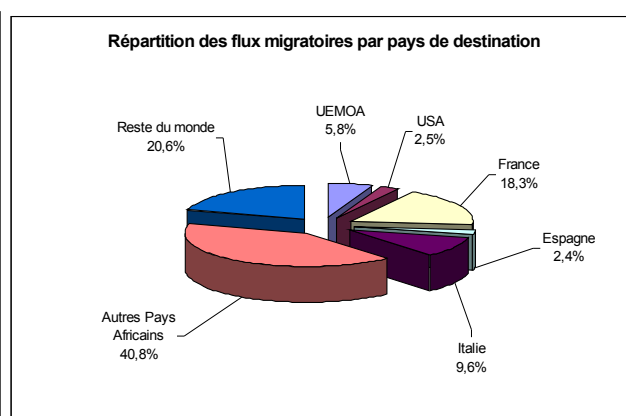
L'Europe (82,1% des transferts reçus) est la première source des envois de fonds des migrants. L'Italie arrive en tête des pays émetteurs (44,8% des flux reçus), suivie de la France (20,8%) et de l'Espagne (12,0%). Le continent africain participe à hauteur de 9,8% des transferts reçus, tandis que le continent américain totalise 6,7% des montants reçus, dont 6,2% en provenance des États-Unis.

Plusieurs études réalisées sur la question de la migration montrent que les comportements des migrants sont différents selon leur pays d'installation. Une enquête de l'ANSD⁴ relève que les migrants vivant en Europe, aux États-Unis et au Canada, ont plus tendance à effectuer des transferts à destination de leur pays d'origine que leurs homologues vivant en Afrique et dans le reste du monde. A cet égard, 81% des migrants sénégalais vivant en Europe et 79% de ceux installés en Amérique du Nord enverraient de l'argent vers leur pays d'origine, contre 60% dans les pays de l'UEMOA, 65% dans les autres pays africains et 63% dans le reste du monde. Ces caractéristiques sont confirmées par les résultats de l'enquête, comme le montrent les graphiques ci-dessous.

Graphique 4



Graphique 5



Source : ANSD

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

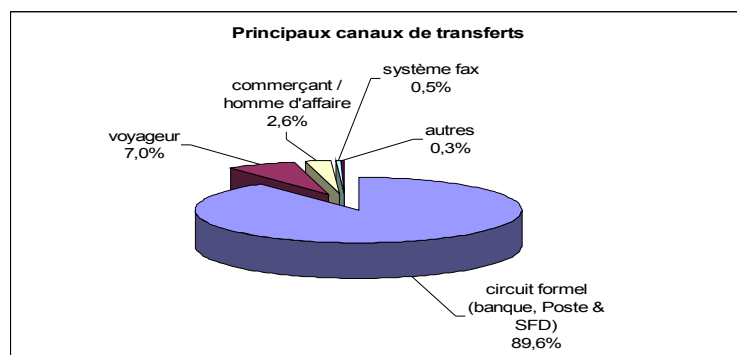
Les transferts sont dominés par ceux en provenance de l'Italie, de la France et de l'Espagne qui concentrent 77,6% des flux entrant, alors que ces pays ne reçoivent que 30,3% des migrants. Les États-Unis, avec 2,5% des migrants, fournissent 6,2% des transferts. Pour leur part, les pays africains (hors UEMOA), où sont recensés 40,8% des émigrés, n'expliquent que 7,5% des flux monétaires. Ces écarts peuvent avoir comme source les différences de revenus liées au pays d'accueil.

S'agissant plus particulièrement des canaux par lesquels transitent les fonds envoyés par la diaspora, l'enquête révèle que 10,4% des montants empruntent des circuits informels de transfert. Le poids de l'informel dans les envois de fonds varie de 6,4% pour ceux en provenance des USA à 11,2% pour les transferts intra-africains et 10,7% pour les transferts reçus d'Europe.

⁴ Citée par l'Organisation Internationale pour les Migrations, *Migration au Sénégal, profil National 2009*, commentant les statistiques ANSD 2001 publiées en 2004

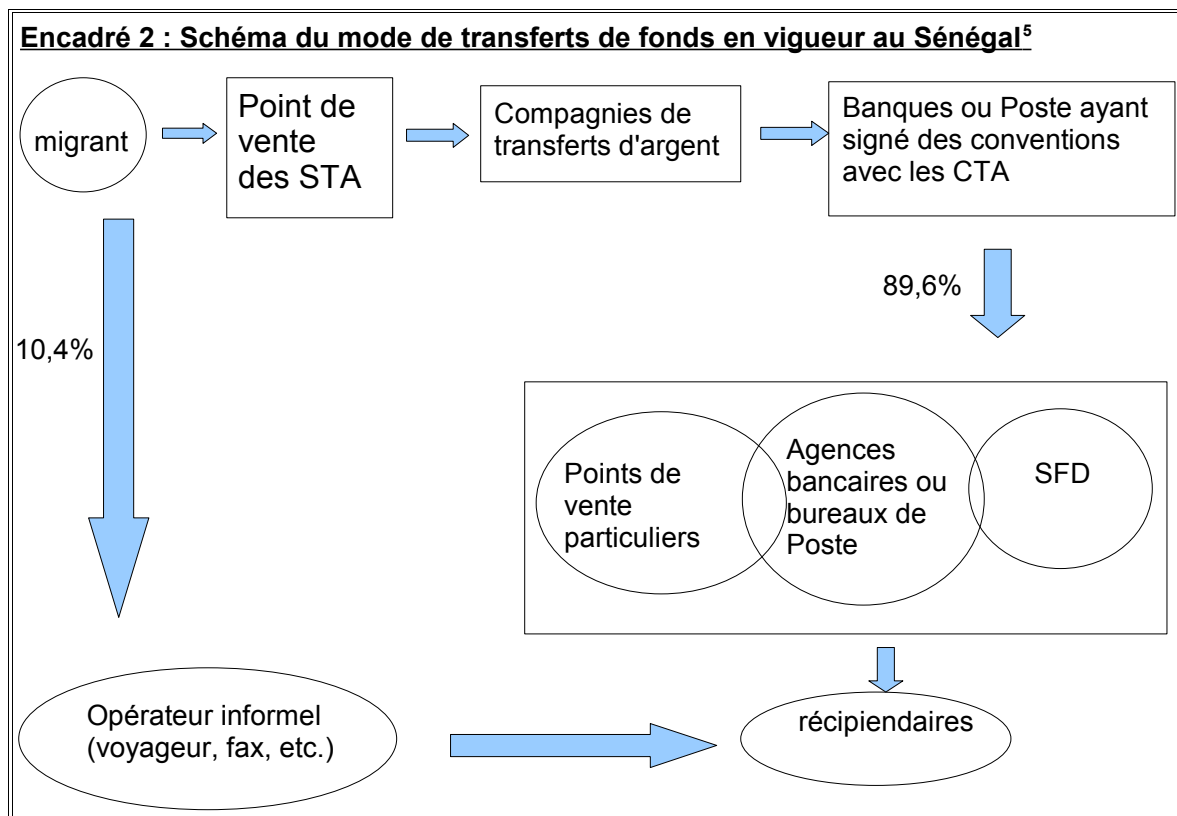
L'enquête a ciblé quatre types d'inter-médiaires de services financiers : les sociétés formelles (banques, SFD et La Poste) et parmi les dispositifs non formels existants, les voyageurs, les commerçants/hommes d'affaires ou les gérants de systèmes fax. L'enquête réalisée à Dakar, Diourbel et Louga a permis d'identifier les principales voies utilisées dans le cadre des transferts informels.

Graphique 6



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

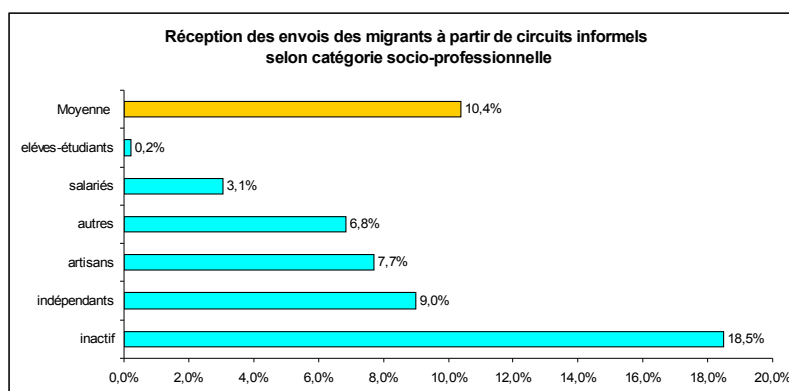
Il est en effet ressorti que 67,6% des transferts informels transitent par des voyageurs (porteurs) alors qu'une proportion de 25,3% utilise le canal des commerçants et des hommes d'affaires. Le système fax n'est que très peu sollicité (4,6%).



⁵ **STA** : société de transferts d'argent ; **Points de vente particuliers** : Sous-agents des banques ; **SFD** : Structures de Financement Décentralisées.

Un certain nombre d'études mettent l'accent sur le coût élevé des transferts internationaux comme facteur explicatif du recours aux circuits informels d'envoi de fonds. Selon les résultats de l'enquête, les inactifs, les indépendants et les artisans reçoivent relativement plus de fonds à partir de circuits informels.

Graphique 7



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

Respectivement, 18,5%, 9,0% et 7,7% des montants reçus par ces catégories socio-professionnelles transitent par des canaux informels, contre 0,2% pour les élèves et étudiants et 3,1% pour les salariés.

4 – Les motifs économiques de transferts de fonds

Les besoins de consommations courantes sont à l'origine de 69,8% des montants reçus. Les transferts destinés à satisfaire ces besoins représentent 71,7% des montants reçus dans la région de Dakar, 68,9% pour la région de Louga et 66,2% pour celle de Diourbel.

Tableau 2 : Structure des transferts reçus selon le motif économique

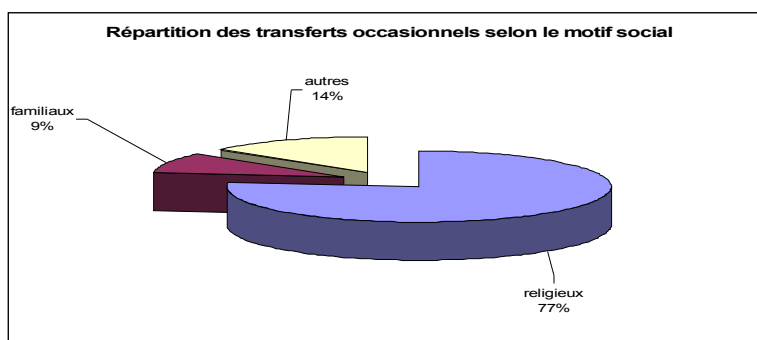
Motif économique	Dakar	Diourbel	Louga	Total
Consommation courante	40,87	18,62	10,28	69,76
Santé	0,58	0,51	0,22	1,31
Education	5,00	0,69	0,38	6,07
Evenements religieux	2,13	4,86	1,23	8,23
Investissement immobilier	2,95	1,97	2,63	7,56
Autres investissements	0,10	0,99	0,12	1,21
Epargne, tontine	0,33	0,18	0,02	0,53
Autres	4,99	0,31	0,03	5,32
Total	56,96	28,14	14,91	100,00

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

Les envois consacrés aux dépenses de santé et d'éducation représentent 7,4% des transferts reçus pour ces trois régions avec toutefois des disparités selon la zone géographique. A cet égard, 9,8% des ressources de la diaspora reçues par les ménages à Dakar sont destinées aux dépenses d'éducation et de santé, contre 4,3% pour la région de Diourbel et 4,0% pour celle de Louga. Les événements religieux, pour leur part, représentent une proportion importante dans les motifs de transferts vers les régions de Diourbel et de Louga. En effet, respectivement 17,6% et 8,2% des envois dans ces localités sont destinés à la couverture de manifestations religieuses, contre seulement 3,7% pour la région de Dakar.

L'importance de la dimension religieuse dans les motifs de transferts est plus perceptible au niveau des envois occasionnels. En effet, 77% des transferts occasionnels effectués par les émigrés l'ont été à ce titre. Les raisons familiales, pour leur part, motivent 9% des transferts occasionnels.

Graphique 8



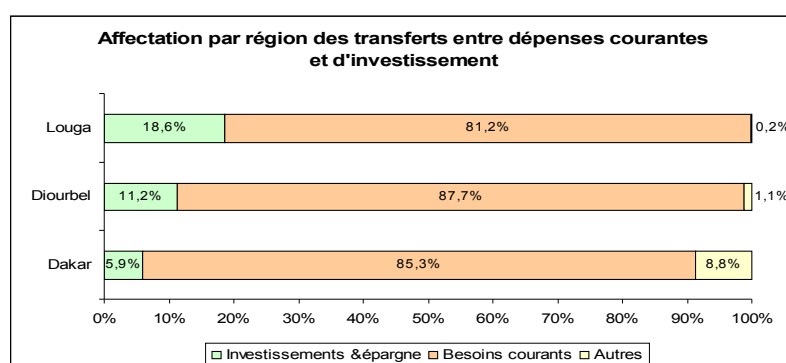
Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

La place centrale de la dimension religieuse dans les envois occasionnels s'explique, en partie, par la prépondérance de ce type de transferts reçus dans la région de Diourbel, avec la forte mobilisation de la communauté mouride, établie dans la diaspora, lors des cérémonies de commémoration. En outre, les événements comme la Tabaski et la Korité sont des moments généralement privilégiés par les migrants, pour participer aux dépenses de la famille.

Globalement, la couverture des besoins courants (consommation, éducation, santé et événements religieux) représente 85,4% des sommes envoyées par les migrants. Les motifs d'investissement (immobilier et autres types d'investissement) et d'épargne totalisent 9,3% des envois. Cependant, la part des envois de fonds des migrants consacrée à des dépenses d'investissement, notamment dans le domaine de l'immobilier, est plus significative dans les régions de Louga et Diourbel, soit respectivement 18,6% et 11,2% des montants transférés.

Dans la région de Dakar, les investissements constituent 5,9% des transferts reçus (cf. graphique ci-contre). Ainsi, 85,3% des envois de fonds sont affectés à la satisfaction de besoins courants (y compris les dépenses d'éducation et de santé), contre 87,7% à Diourbel et 81,2% à Louga.

Graphique 9



Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

Une part relativement importante des transferts (5,3%) reste néanmoins inexpliquée (« autres ») en considération du motif économique, notamment dans la région de Dakar où elle représente 8,8% des fonds reçus. Ces ressources pourraient être destinées à certaines opérations financières comme des remboursements d'emprunt.

5 - Évaluation des flux de transferts émis

Au même titre que l'estimation des transferts reçus, des difficultés sont rencontrées dans l'appréciation des flux de transferts sortant. Les transferts émis sont évalués à 50,9 milliards pour les régions de Dakar, Diourbel et Louga. Le tableau ci-dessous retrace, pour ces trois localités, la répartition des transferts selon la destination géographique et selon le canal.

Tableau 3 : Transferts émis par destination et par mode

	Mode de transfert		Total
	formel	informel	
Continent européen	59,0%	13,6%	72,6%
Italie	2,1%	4,4%	6,5%
France	52,1%	9,3%	61,4%
Espagne	4,8%	0,0%	4,8%
Autres pays européens	0,0%	0,0%	0,0%
Continent américain	5,0%	0,0%	5,0%
dont USA	1,4%	0,0%	1,4%
Continent africain	3,5%	3,1%	6,6%
Afrique de l'Ouest	0,6%	3,1%	3,7%
dont pays de l'UEMOA	0,6%	0,0%	0,6%
Autres pays africains	2,9%	0,0%	2,9%
Maghreb & Moyen-Orient	15,8%	0,0%	15,8%
Asie & Australie	0,0%	0,0%	0,0%
Pays indéterminés	0,0%	0,0%	0,0%
Total	83,3%	16,7%	100,0%

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

L'Europe (72,6% des montants émis, contre 82,1% des transferts reçus) est la première destination des envois de fonds à l'étranger. La France arrive en tête des pays bénéficiaires (61,4% des flux), suivie des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, en particulier le Maroc et la Tunisie, qui reçoivent 15,8% des transferts en provenance du Sénégal.

L'Afrique Subsaharienne absorbe 6,6% des transferts émis alors que le continent américain, États-Unis et Canada principalement, totalise 5,0% des envois.

S'agissant plus particulièrement des canaux empruntés par les fonds, l'enquête révèle que 16,7% des montants transitent par des circuits informels de transfert. Cette proportion est nettement plus élevée que pour les transferts reçus (10,4%). Les exigences réglementaires en matière de justification des transferts émis pourraient être la source de cet état de fait. L'utilisation des canaux informels est plus présente pour les transferts à destination des pays européens et ouest africains. Le mode « voyageur », privilégié en matière de flux informels (76,2% des envois informels), expliquerait l'usage important de ce canal dans les relations avec les pays européens et ceux de la sous-région.

S'agissant de la fréquence des envois de fonds, l'enquête révèle que les transferts sont généralement effectués sur une base régulière (89,7%), les émissions occasionnelles ne représentant que 10,3% des montants transférés.

En outre, 14,2% des transferts réguliers emprunte les circuits informels, contre 39,0% pour les envois occasionnel.

Tableau 4 : Transferts émis selon la fréquence et le mode

			Mode de transfert		
			Formel	Informel	Total
Fréquence des envois de fonds	Périodicité régulière	mensuel	49,9%	6,9%	56,8%
		trimestriel	1,0%	0,0%	1,0%
		semestriel	0,0%	0,0%	0,0%
		annuel	26,0%	5,8%	31,8%
		Total	77,0%	12,7%	89,7%
	Fréquence occasionnelle	familiaux	2,3%	3,6%	5,9%
		religieux	0,0%	0,0%	0,0%
		autres	4,0%	0,4%	4,4%
		Total	6,3%	4,0%	10,3%
	Total		83,3%	16,7%	100,0%

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

La région de Dakar explique 99,6% des des flux en émission. Les besoins de consommations courantes sont à l'origine de 38,7% des transferts émis. Les envois consacrés aux dépenses de santé et d'éducation représentent 45,6% des transferts émis pour les trois régions. A cet égard, cette proportion importante de transferts au bénéfice de résidents devrait permettre d'ajuster à la baisse les données sur les envois de fonds émis.

Tableau 5 : Répartition des transferts selon le motif économique

	Dakar	Diourbel	Louga	Total
Consommation courante	38,7%	0,0%	0,0%	38,7%
Santé	0,7%	0,0%	0,0%	0,7%
Education	44,4%	0,4%	0,0%	44,9%
Autres investissements	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Evenements religieux	3,1%	0,0%	0,0%	3,1%
Autres	12,6%	0,0%	0,0%	12,6%
Total	99,6%	0,4%	0,0%	100,0%

Source : Résultats enquête BCEAO/ANSD

L'enquête n'a pas permis de recenser des envois de fonds consacrés à des dépenses d'investissement, en provenance des régions de Dakar, Louga et Diourbel.

CONCLUSION

L'enquête sur les transferts de fonds des migrants menée dans les régions de Dakar, Diourbel et Louga avait principalement pour objectif d'affiner les statistiques collectées auprès des banques et de La Poste. Cet exercice avait moins pour objectif d'évaluer le montant des envois de fonds que de permettre une meilleure compréhension des circuits de transferts, d'en identifier les bénéficiaires et d'améliorer les appréciations initialement formulées sur les motifs économiques des remises de fonds.

Au regard de ces différents objectifs, les résultats ont été satisfaisants. Ainsi, il a pu être noté que, contrairement à une idée largement répandue, les transferts informels restent limités en termes de proportion. Cet état de fait donne plus de crédit aux estimations des envois de fonds des migrants réalisées dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements sur la base des données collectées auprès du système financier. En outre, les caractéristiques générales préalablement identifiées sur les principaux pays de provenance et les bénéficiaires des transferts ont été confirmées par les réponses obtenues auprès des ménages.

Par ailleurs, l'enquête a permis d'avoir une connaissance plus fine de la structure d'affectation des ressources issues des envois des migrants entre les grands postes de dépense. Les données obtenues confirment une utilisation prépondérante des transferts pour la satisfaction des besoins courants mais dans des proportions légèrement moins élevées que ce qui était initialement considéré dans le cadre des enquêtes auprès du secteur formel. Dans ces conditions, la part destinée à des opérations d'investissement ou d'épargne y ressort nettement plus significative.

Les prochains travaux à mener en vue de l'amélioration des statistiques de la balance des paiements pourraient mettre davantage l'accent sur l'identification de l'ensemble des motifs économiques de transferts, ce qui permettrait une imputation plus appropriée de ces mouvements dans les rubriques des comptes extérieurs.



Annexes

Tableau 1 : Envois de fonds des migrants selon le pays de provenance et le mode de transfert (en millions CFA)

	Banque, Poste, STA	Voyageur	Commerçant / homme d'affaire	Fax	Autres	Total
CONTINENT EUROPEEN	289 883,0	25 792,3	6 745,0	1 543,3	532,3	324 495,9
ALLEMAGNE	4 369,7	30,4	30,4	0,0	532,3	4 962,9
ANGLETERRE	4 470,9	0,0	0,0	930,1	0,0	5 400,9
BELGIQUE	424,5	0,0	0,0	0,0	0,0	424,5
ESPAGNE	39 979,9	4 837,9	2 618,2	95,6	0,0	47 531,6
FRANCE	77 118,7	3 304,4	1 172,9	427,1	0,0	82 023,2
HOLLANDE	1 897,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1 897,3
HONGRIE	801,4	0,0	0,0	0,0	0,0	801,4
ITALIE	156 461,5	17 593,6	2 923,5	90,5	0,0	177 069,1
LUXEMBOURG	21,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5
NORVEGE	44,2	0,0	0,0	0,0	0,0	44,2
PORTUGAL	2 146,5	25,9	0,0	0,0	0,0	2 172,4
SUEDE	237,2	0,0	0,0	0,0	0,0	237,2
SUISSE	1 909,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1 909,8
CONTINENT AMERICAIN	24 666,0	734,0	384,1	188,2	498,3	26 470,6
CANADA	1 559,1	178,3	0,0	0,0	0,0	1 737,4
ETATS UNIS	23 071,3	555,7	384,1	188,2	498,3	24 697,7
ARGENTINE	35,6	0,0	0,0	0,0	0,0	35,6
CONTINENT AFRICAIN	34 437,5	1 169,9	3 164,6	101,0	0,0	38 873,0
AFRIQUE DE L'OUEST	8 640,2	839,1	508,5	0,0	0,0	9 987,9
CAP VERT	55,5	0,0	0,0	0,0	0,0	55,5
GAMBIE	196,3	142,6	0,0	0,0	0,0	339,0
GUINEE CONAKRY	110,1	0,0	0,0	0,0	0,0	110,1
MAURITANIE	0,0	134,2	193,5	0,0	0,0	327,7
UEMOA	8 278,3	562,3	315,1	0,0	0,0	9 155,6
BENIN	187,0	0,0	0,0	0,0	0,0	187,0
COTE D'IVOIRE	4 857,6	519,4	315,1	0,0	0,0	5 692,0
GUINEE BISSAU	0,0	16,6	0,0	0,0	0,0	16,6
MALI	40,7	26,3	0,0	0,0	0,0	67,0
NIGER	3 193,1	0,0	0,0	0,0	0,0	3 193,1
AUTRES PAYS AFRICAINS	25 797,3	330,7	2 656,1	101,0	0,0	28 885,0
AFRIQUE DU SUD	3 779,5	25,8	1 427,7	0,0	0,0	5 232,9
CONGO	2 266,3	0,0	507,6	0,0	0,0	2 773,9
GABON	10 518,5	0,0	720,8	101,0	0,0	11 340,3
GUINEE EQUATORIALE	3 126,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 126,0
KENYA	325,6	0,0	0,0	0,0	0,0	325,6
LES COMORES	1 121,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1 121,7
MADAGASCAR	1 706,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1 706,7
NIGERIA	867,7	304,9	0,0	0,0	0,0	1 172,7
TCHAD	457,1	0,0	0,0	0,0	0,0	457,1
ZAMBIE	1 628,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1 628,1
MAGHREB & MOYEN-ORIENT	1 074,4	5,4	73,9	46,4	0,0	1 200,1
TUNISIE	590,9	0,0	0,0	0,0	0,0	590,9
MAROC	122,1	0,0	73,9	46,4	0,0	242,4
LIBYE	15,5	0,0	0,0	0,0	0,0	15,5
ARABIE SAOUDITE	168,0	0,0	0,0	0,0	0,0	168,0
DUBAI	177,9	0,0	0,0	0,0	0,0	177,9
TURQUIE	0,0	5,4	0,0	0,0	0,0	5,4
ASIE & AUSTRALIE	2 479,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2 479,5
AUSTRALIE	529,6	0,0	0,0	0,0	0,0	529,6
SINGAPOUR	300,6	0,0	0,0	0,0	0,0	300,6
TAIWAN	1 289,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1 289,4
THAILANDE	359,9	0,0	0,0	0,0	0,0	359,9
AUTRES	1 653,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1 653,4
TOTAL	354 193,8	27 701,6	10 367,7	1 878,9	1 030,5	395 172,5

Tableau 2 : Envois de fonds des migrants selon le motif économique (en milliards CFA)

Motif économique	Dakar	Diourbel	Louga	Total
Consommation courante	161,5	73,6	40,6	275,7
Santé	2,3	2,0	0,9	5,2
Education	19,8	2,7	1,5	24,0
Evenements religieux	8,4	19,2	4,9	32,5
Investissement immobilier	11,7	7,8	10,4	29,9
Autres investissements	0,4	3,9	0,5	4,8
Epargne, tontine	1,3	0,7	0,1	2,1
Autres	19,7	1,2	0,1	21,0
Total	225,1	111,2	58,9	395,2

Tableau 3 : envois de fonds des migrants selon le statut et le sexe du récipiendaire (en milliards CFA)

		indépendants	salariés	artisans	élèves-étudiants	inactif	autres	Total
Dakar	Féminin	22,5	10,3	6,3	7,4	51,1	11,5	109,0
	Masculin	21,4	29,6	10,1	12,3	27,0	17,2	117,6
	Total	43,9	39,9	16,3	19,7	78,0	28,8	226,6
Diourbel	Féminin	24,9	2,8	0,0	0,0	13,6	23,9	65,3
	Masculin	36,6	0,2	0,9	0,0	1,0	6,1	44,8
	Total	61,6	3,0	0,9	0,0	14,7	30,1	110,2
Louga	Féminin	5,8	0,0	0,0	4,3	27,0	0,0	37,1
	Masculin	18,3	0,3	0,4	0,0	2,4	0,0	21,3
	Total	24,0	0,3	0,4	4,3	29,4	0,0	58,4
Total	Féminin	53,2	13,1	6,3	11,8	91,7	35,5	211,5
	Masculin	76,3	30,0	11,3	12,3	30,4	23,4	183,6
	Total	129,5	43,1	17,5	24,0	122,1	58,8	395,2

Tableau 4 : Envois de fonds des migrants réguliers selon le statut du récipiendaire et la périodicité (en milliards CFA)

Sexe	Périodicité	indépendants	salariés	artisans	élèves-étudiants	inactif	autres	Total
Féminin	mensuel	47,2	9,4	5,1	11,2	67,1	34,7	174,7
	trimestriel	0,5	0,4	0,0	0,0	0,7	0,0	1,6
	semestriel	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
	annuel	0,5	0,6	1,0	0,1	1,8	0,0	3,9
	Total	48,2	10,3	6,0	11,5	69,6	34,8	180,3
Masculin	mensuel	57,3	25,3	8,5	11,2	25,5	13,3	141,1
	trimestriel	2,1	0,0	1,5	0,0	1,0	0,0	4,5
	semestriel	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
	annuel	3,9	0,3	0,1	0,1	1,1	0,1	5,5
	Total	63,6	25,6	10,1	11,3	27,6	13,4	151,6
Total	mensuel	104,5	34,7	13,6	22,4	92,6	48,0	315,8
	trimestriel	2,6	0,4	1,5	0,0	1,7	0,0	6,1
	semestriel	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,6
	annuel	4,3	0,8	1,0	0,2	2,9	0,2	9,4
	Total	111,8	35,9	16,1	22,8	97,1	48,2	331,9

Tableau 5 : Envois de fonds des migrants occasionnels selon l'événement et le statut du récipiendaire (en milliards CFA)

Sexe	Evénements	indépendants	salariés	artisans	élèves-étudiants	inactif	autres	Total
Féminin	Familiaux	0,3	0,6	0,1	0,1	1,7	0,2	2,9
	Religieux	8,9	1,4	0,0	0,2	10,4	8,5	29,4
	Autres	0,6	0,0	0,0	0,0	3,3	0,0	4,0
	Total	9,8	2,0	0,1	0,3	15,4	8,7	36,2
Masculin	Familiaux	0,5	0,9	0,2	0,3	0,7	0,2	2,8
	Religieux	15,8	0,2	0,1	0,1	0,8	2,1	19,0
	Autres	1,5	0,6	0,2	0,0	0,1	2,9	5,2
	Total	17,9	1,7	0,4	0,3	1,5	5,2	27,0
Total	Familiaux	0,8	1,5	0,3	0,4	2,4	0,4	5,7
	Religieux	24,7	1,6	0,1	0,3	11,2	10,6	48,4
	Autres	2,2	0,6	0,2	0,0	3,4	2,9	9,1
	Total	27,7	3,6	0,5	0,6	17,0	13,9	63,2

Tableau 6 : Transferts émis par pays de destination et mode utilisé

en milliards	banque	voyageur	commerçant / homme d'affaires	fax	autres	Total
CANADA	1,9	,0	,0	,0	,0	1,9
ESPAGNE	2,4	,0	,0	,0	,0	2,4
ETATS UNIS	,7	,0	,0	,0	,0	,7
FRANCE	26,5	4,7	,0	,0	,0	31,2
GABON	1,4	,0	,0	,0	,0	1,4
GUINEE	,0	1,6	,0	,0	,0	1,6
ITALIE	1,1	,0	2,0	,0	,2	3,3
MADAGASCAR	,1	,0	,0	,0	,0	,1
MAROC	7,9	,0	,0	,0	,0	7,9
TOGO	,3	,0	,0	,0	,0	,3
TUNISIE	,2	,0	,0	,0	,0	,2
Total	42,4	6,3	2,0	,0	,2	50,9

Tableau 7 : Transferts émis selon la fréquence et le mode

en milliards		banque	voyageur	commerçant / homme d'affaires	fax	autres	Total
Périodicité régulière	mensuel	25,4	3,5	-	-	-	28,9
	trimestriel	0,5	-	-	-	-	0,5
	semestriel	-	-	-	-	-	-
	annuel	13,2	3,0	-	-	-	16,2
	Total	39,2	6,5	-	-	-	45,7
Fréquence occasionnelle	familiaux	1,2	-	1,8	-	-	3,0
	religieux	-	-	-	-	-	-
	autres	2,0	-	-	-	0,2	2,2
	Total	3,2	-	1,8	-	0,2	5,2
Total		42,4	6,5	1,8	-	0,2	50,9

Tableau 8 : Transferts émis selon le motif économique (par région)

en milliards	région			
	Dakar	Diourbel	Louga	Total
Consommation courante	19,70	-	-	19,70
Santé	0,37	-	-	0,37
Education	22,61	0,22	-	22,83
Autres investissements	-	-	-	-
Evenements religieux	1,60	-	-	1,60
Autres	6,39	-	-	6,39
Total	50,67	0,22	-	50,89



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int